

Corentin Léotard
Correspondant à Budapest

La Hongrie a beaucoup fait parler d'elle ces dernières années en raison de sa politique des barbelés pour lutter contre l'immigration illégale. Mais il y a trente ans, le pays s'était distingué d'une toute autre manière. Le dimanche soir du 10 septembre 1989, le ministre hongrois des Affaires étrangères, Gyula Horn, faisait une annonce fracassante à la télévision d'État, lors du grand programme politique hebdomadaire: "Nous ouvrons la frontière austro-hongroise ce soir à minuit." Il donnait ainsi le feu vert aux dizaines de milliers de citoyens est-allemands qui, partis en touristes comme chaque été dans le "pays frère" sur les bords du lac Balaton, étaient restés sur son sol comme réfugiés, refusant catégoriquement de retourner dans la République démocratique allemande (RDA) qui préparait les festivités de son 40^e anniversaire. Ils avaient été encouragés par les images de la télévision ouest-allemande montrant Gyula Horn et son homologue autrichien, Alois Mock, cisailler symboliquement, le 27 juin, le rideau de fer (qui dans les faits avait déjà été démantelé par les communistes hongrois dans les semaines précédentes). Dans les heures qui suivaient l'annonce de l'ouverture officielle de la frontière, des milliers d'Allemands de l'Est se ruaient sur les passages frontaliers pour "passer à l'Ouest", certains abandonnant même leur précieuse Trabant le long de la route pour franchir les postes en courant, sous l'œil des caméras ouest-allemandes.

Un anniversaire passé sous silence

Au grand dam des ex-communistes réformateurs hongrois, en particulier du courageux chef du gouvernement d'alors, Miklos Nemeth, la date du 10 septembre n'est pas franchement célébrée en Hongrie. La droite hongroise lui préfère celle du 20 août, jour du "pique-nique paneuropéen". Cette grande manifestation pacifiste organisée à cheval sur le rideau de fer entre la Hongrie et l'Autriche avait été le théâtre d'une première percée de plusieurs centaines d'Allemands de l'Est. Le trentième anniversaire

de cet événement hautement symbolique a été célébré par le Premier ministre Viktor Orban et Angela Merkel dans la ville hongroise de Sopron, frontalière avec l'Autriche.

"Les Allemands se souviennent avec une grande reconnaissance de ce que la Hongrie a fait pour surmonter leur division", avait déclaré la chancelière allemande. Angela Merkel s'inscrivait alors pleinement dans les pas de son mentor, l'ancien chancelier Helmut Kohl, qui avait déclaré le jour de la réunification allemande que "le sol sur lequel repose la porte de Brandebourg est hongrois". En effet, dans les semaines qui avaient suivi l'ouverture de la frontière austro-hongroise, plus de soixante mille citoyens de la RDA avaient rejoint la République fédérale d'Allemagne via la Hongrie et l'Autriche et, deux mois plus tard, le mur de Berlin, devenu obsolète, tombait.

L'ombre des barbelés

Mais la clôture de barbelés érigée à l'automne 2015 à la frontière méridionale de la Hongrie, pour tenter de barrer la route aux migrants en provenance du Moyen-Orient, a terni le prestige international de la Hongrie, héritage de son soulèvement antisoviétique en 1956, puis de son rôle pour abattre l'ordre bipolaire en 1989. La chancelière allemande Angela Merkel a ajouté à son hommage une critique voilée de la politique actuelle de Budapest: "Parfois nous devons dépasser nos propres ombres pour assumer nos responsabilités communes envers l'Europe et le monde. Les réfugiés venant de zones de guerre, cherchant refuge ici, nous rappellent l'importance de lutter contre les raisons qui les ont poussés à fuir." Viktor Orban, le chef du gouvernement hongrois, a balayé à maintes reprises les critiques de ses contradicteurs, argumentant qu'en se verrouillant contre les migrants en 2015, la Hongrie avait protégé l'espace de libre-circulation de Schengen. "L'ouverture des frontières de 1989 et la protection de ces frontières aujourd'hui sont les deux faces d'une même pièce, expliquait-il dès 2016 devant le Parlement allemand. Nous nous battions pour la liberté de l'Europe et maintenant nous protégeons cette liberté."

Dans les heures qui suivaient l'annonce de l'ouverture officielle de la frontière, des milliers d'Allemands de l'Est se ruaient sur les passages frontaliers pour "passer à l'Ouest".

Le pouvoir russe perd des plumes à Moscou

Russie En dehors de Moscou, le pouvoir s'en sort bien dans les 5 000 élections locales.

Paul Gogo
Correspondant à Moscou

Dimanche soir, Sergueï Sobianine, maire de Moscou, se félicitait de "la variété du nouveau parlement élu", insinuant qu'une opposition avait pu y trouver sa place. Dans les faits, ce dimanche électoral a signé la fin d'un long cycle de manifestations et de répressions suite à l'interdiction faite à l'opposition de participer aux élections. Plus de 2 500 personnes ont été arrêtées cet été dans une répression violente. Enfermés pendant plusieurs semaines, les candidats rebutés ont pour la plupart été libérés à la veille des scrutins. Pour attirer les électeurs refroidis par cette élection sans opposition, le maire avait mis les petits plats dans les grands, transformant l'entrée de certains bureaux de vote en véritables cirques avec animaux et jongleurs. La ville était en fête à l'occasion opportune du 872^e anniversaire de Moscou. Mais cela n'a pas suffi à mobiliser les foules: seuls 21,77% des électeurs moscovites se sont déplacés dimanche pour élire leurs 45 représentants au parlement de la ville. Un parlement au cœur de la stratégie du Kremlin qui conçoit Moscou comme une vitrine de la Russie. On y contrôle notamment le budget pharamineux particulièrement sujet à la corruption, de cette ville de 12,7 millions d'habitants.

"Vote intelligent"

"Victoire!", s'est écrié l'opposant Alexei Navalny dans une vidéo publiée lundi après-midi. L'opposant a utilisé ces élections comme un laboratoire de ses stratégies destinées à miner les ambitions du pouvoir. Lundi, tous les observateurs s'accordaient pour dire que sa technique du "vote intelligent" avait fonctionné. Lors de la présidentielle, l'opposant avait appelé à l'abstention. Ces dernières semaines, il avait abandonné les manifestations pour appeler ses partisans à voter pour les candidats les plus éloignés politiquement du maire de la ville. Les candidats

qu'il avait recommandés ont récolté 20 sièges, majoritairement des candidats communistes. Trois représentants du parti d'opposition Iabloko sont également parvenus à se faire élire. Un record qui n'empêche pas le maire de la ville de conserver sa majorité. Mais Sergueï Sobianine, parfois présenté comme présidentiable, a sûrement perdu beaucoup de plumes dans cette bataille violente contre l'opposition. Une opposition assez active durant l'été pour déclencher une prise en main du conflit par le Kremlin. Un mauvais point pour le maire.

Du point de vue du Kremlin, la bataille de Moscou semble perdue, mais est-ce l'essentiel pour Vladimir Poutine? En région, le président est parvenu à faire élire ou réélire la majorité de ses jeunes gouverneurs pour la plupart placés ces derniers mois, donc encore inconnus des Russes. Des pions placés par le président russe comme des capteurs destinés à sonder la température sociale à l'approche de 2024, date de fin programmée de sa présidence. Une date facteur d'incertitude et d'inquiétude du Kremlin jusqu'aux Russes.

Les "irrégularités" ont tout de même été particulièrement nombreuses dimanche.

Irrégularités

Les "irrégularités" ont tout de même été particulièrement nombreuses dimanche. Bourrages d'urnes, électeurs qui votent plusieurs fois, urnes qui disparaissent et réapparaissent, travailleurs des services publics fortement incités à aller voter pour la bonne personne... Les tentatives de fraudes soupçonnées ou avérées sont dénoncées avec force par l'opposition depuis dimanche, sans que la commission électorale ne s'en émeuve. Saint-Pétersbourg fait office de mauvais exemple. Le taux de participation a plus que doublé en quelques heures en milieu de journée sans que personne ne puisse en expliquer la raison. Vladimir Poutine était particulièrement attentif aux résultats de son gouverneur impopulaire qu'il avait placé en personne, Alexandre Beglov. L'homme s'est retrouvé jeudi sans réelle opposition après que son opposant communiste eut jeté l'éponge. La cause: il avait découvert que la commission électorale souhaitait installer des urnes en dehors de la ville pour pousser les Pétersbourgeois en week-end à voter pour leur gouverneur.